

---

# RÉTROSPECTIVE ET PROSPECTIVE DE LA CRISE NOUVELLE PHASE ET INTERVENTIONS

Paul BOCCARA

*Nous donnons ici un résumé reprenant la majeure partie de l'exposé oral de P. Boccara, lui-même fondé sur un Rapport de 96 pages et 41 planches de graphiques, qui sera intégralement reproduit dans les Actes du Colloque, publiés par « ISSUES ».*

## I - PROBLÉMATIQUE ET HYPOTHÈSES DE DÉPART

### 1. Hypothèses de départ

*Cercles vicieux dans la longue phase de tendance aux difficultés et nécessité de les briser par des transformations structurelles.*

Nous avons déjà montré comment la crise de structure en cours, si originale soit-elle, correspond au retour de la longue phase de difficultés du cycle capitaliste de longue période.

Le tournant vers la longue phase de difficultés a été expliqué par le retour de **l'élévation accélérée de la composition organique** des capitaux productifs (ou du rapport « travail mort, contenu dans les moyens de production/travail vivant », qui les actionne et est à l'origine de la plus-value) **conjugée au freinage à un moment donné de la croissance du taux de plus-value** (plus-value/salaires). En termes de comptabilité nationale, il s'agirait dans une certaine mesure de la baisse de l'efficacité des capitaux en valeur ajoutée et du freinage de la croissance de la part des profits dans la valeur ajoutée. Ainsi se manifestent des difficultés durables des bases de la rentabilité des capitaux, ou une **suraccumulation durable** du capital. Après ce problème du tournant, nous avons déjà expliqué comment les efforts pour relever la rentabilité développent des cercles vicieux.

Les cercles vicieux se développent dans la longue phase de difficultés en liaison avec une dévalorisation de capital, qui est de type conjoncturel ou encore technologique, mais non pas structurel. Ce que nous appelons dévalorisation structurelle de capital, ce sont les transformations de structure qui modifient la valorisation des capitaux pour le profit, c'est-à-dire le jeu de régulateur du taux de profit, comme par exemple les nationalisations après la crise de l'entre-deux-guerres.

Ces cercles vicieux renvoient d'une part aux efforts pour relever de façon nouvelle le taux de plus-value et la plus-value disponible pour les capitalistes par la pression sur les revenus salariaux, notamment par le chômage, sur les dépenses sociales pour les travailleurs et aussi par une nouvelle organisation du travail ainsi que de nouvelles conditions de productivité. Ils renvoient d'autre part aux efforts pour arrêter la croissance de la composition organique des capitaux, et même l'abaisser par des économies technologiques sur la valeur relative des moyens matériels de production, mais aussi en général pour limiter l'accumulation matérielle par le freinage de l'investissement productif, au bénéfice notamment de l'accumulation proprement financière. Cette conjonction nouvelle développe tout d'abord les cercles vicieux de l'insuffisance des débouchés. Ainsi, la croissance nouvelle du taux de la plus-value ne rencontre pas un débouché suffisant dans la croissance des moyens de production. D'où le freinage de la production et de l'emploi, pesant de nouveau sur les conditions de rentabilité dans la production, ce qui relance l'excès d'accumulation, les pressions pour élever le taux de plus-value et de plus-value disponible, comme pour réduire l'accumulation productive et augmenter l'accumulation financière.

Mais il y a aussi cercles vicieux du point de vue des conditions de la productivité du travail total (passé, avancé dans les moyens matériels, et présent) avec la pression obsédante contre l'emploi, les salaires et les dépenses sociales.

A l'opposé d'une vision mécaniste et conservatrice des cycles longs de longue période, avec l'issue par la remontée du taux de profit du fait des efforts technologiques et sociaux des capitalistes, les cercles vicieux à l'œuvre dans la longue phase de tendance dépressive rendent compte de la nécessité de les briser par des transformations structurelles, à travers les luttes sociales et politiques, en modifiant la régulation capitaliste. Il s'agit de développer la production et les populations, leurs capacités et leurs consommations, grâce à des modifications structurelles des exigences de rentabilité, comme après la crise de l'entre-deux-guerres grâce au financement public important de la production et de la consommation.

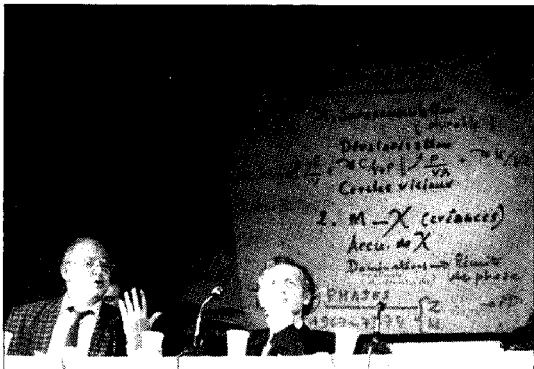
## 2. Nouvelles hypothèses

*Tendance à la vente de produits contre créances : dominations nationales ou internationales et phases intermédiaires de la crise actuelle du capitalisme monopoliste d'Etat (CME).*

Au centre des cercles vicieux à briser par des dévolarisations structurelles de capital, se situe la progression de l'accumulation financière dans la mesure où elle s'opère alors largement contre la production réelle et encore plus contre l'emploi.

Aujourd'hui, nous ajoutons en quelque sorte d'autres hypothèses pour nous approcher de la périodisation de la crise en phases intermédiaires et aussi des problèmes internationaux. Elles concernent le développement nouveau des échanges marchandises contre créances.

Dans la phase ascendante, nous avons pour l'essentiel des échanges produits contre produits, ce qui développe la production, l'emploi et les facteurs de production. Mais plus on vend contre créances, plus la croissance est diminuée des deux côtés : les vendeurs ne rachètent pas suffisamment de facteurs de production, et ils dépriment, par le poids des créances, les efforts de croissance de ceux à qui ils vendent.



Ces créances sont largement non remboursées et font des dettes. Il y a donc accumulation de créances entraînant des dominations des débiteurs jusqu'à la limite d'une façon particulière d'accumuler les créances. Cette limite est celle d'une phase intermédiaire de la crise de structure. Elle exige de passer à une autre phase intermédiaire.

Par parenthèse, la croissance financière, si régressive soit-elle, avec tout l'aspect réactionnaire du capital-argent qui prend sa revanche sur les prises inflationnistes pour l'accumulation réelle (y compris pour les développements des populations) a encore un autre aspect. Elle exprime aussi le rôle niveleur du capital-argent participant à la destruction des structures dépassées du CME en crise, par rapport aux nouvelles technologies et à la lutte contre tous les gâchis bureaucratiques des secteurs publics dominés par l'appareil d'Etat centralisé et par la rentabilité des monopoles privés. Mais contrairement à l'apologie de ce rôle niveleur, cela développe des

cercles vicieux avec les nouveaux gâchis humains et matériels de l'accumulation financière.

## II – RÉTROSPECTIVE : APERÇUS SUR LES PHASES INTERMÉDIAIRES ÉCOULÉES

### 1. Les phases écoulees : relations entre zones et modalités de financement.

■ *La première phase intermédiaire (ou du tournant) de 1967 à 1973-74.*

La suraccumulation monte encore tout en commençant à exploser.

□ **Relations entre zones.** Il s'agirait principalement des immenses exportations de capitaux, de prise de contrôle et d'investissement des filiales à partir des Etats-Unis.

Il faut ajouter les exportations de capitaux à partir de la RFA (notamment en Europe) et du Japon, à partir de leurs excédents commerciaux.

□ **Modalités de financement.** L'endettement des entreprises progresse relativement dans l'ensemble du monde capitaliste, et surtout dans les pays développés, comme on le voit tout particulièrement dans le cas de la France.

La progression de l'euro-dollar concerne un deuxième aspect fondamental.

□ **Achèvement de la phase.** Cette phase a entraîné de telles accélérations de l'inflation, exprimant la suraccumulation grandissante des capitaux, que le dollar tout particulièrement commence à chuter. Le système monétaire international entre ainsi en crise ouverte après l'explosion inflationniste de février-mars 1973 (décrochement du dollar par rapport à l'or, flottement des monnaies). Le relèvement des prix relatifs des produits pétroliers à partir de l'automne 1973 et en 1974 et de ceux des matières premières en 1973 et 1974 sont, outre l'expression des facteurs réels de la suraccumulation, des contrecoups de l'inflation accélérée, même s'ils vont contribuer à leur tour à la crise de rentabilité des capitaux.

La phase débouche ainsi sur des productions massives, des faillites, liées aux débuts d'étranglements par excès de l'endettement, une poussée considérable du chômage et un début de ralentissement de la croissance réelle. ►

■ *La deuxième phase intermédiaire de 1974 à 1979-81.*

□ **Relations entre zones**

**Au plan international**, vont progresser rapidement les ventes massives de produits aux PVD, contre des créances accumulées dans les pays capitalistes développés qui, des Etats-Unis à la France, vendent ces produits. Cela a concerné aussi en Europe quelques pays capitalistes ou socialistes (Yougoslavie, Pologne), classés avec les PVD.

**Au plan interne**, c'est la montée de l'endettement public de tous les pays capitalistes y compris développés (le secteur public au sens large achetant de plus en plus contre créances). Certains pays développés comme le Royaume-Uni ou la France ont dû faire progresser ainsi leur endettement extérieur tandis que d'autres au contraire comme la RFA ou le Japon augmentaient avec leurs excédents commerciaux, leurs créances.

□ **Achèvement de la phase.** Cette phase va s'achever elle aussi, notamment par une nouvelle chute du dollar de 1977 à 1979-80, relativement aux autres monnaies importantes.

■ *La troisième phase intermédiaire de 1981-82 à 1987-89 environ*

□ **Relations entre zones.** On va assister à une fuite en avant de la vente de produits contre créances accumulées et de la domination du dollar avec, principalement, les ventes contre créances au pays le plus dominant lui-même, les Etats-Unis. De premier créancier net, les Etats-Unis se transforment en débiteurs nets (avec une position extérieure négative d'environ moins 160 mds de dollars en 1986).

Dans le cadre de la croissance rapide de l'endettement des secteurs publics de tous les pays capitalistes (y compris RFA et Japon), des pays capitalistes moyens de la France à l'Espagne, voient devenir préoccupantes leurs dettes extérieures à court et à long termes. Pour la France, aux exportations massives de capitaux, dont aussi des ventes contre créances aux Etats-Unis, s'opposent des entrées plus importantes de capitaux à long et à court termes et des achats contre créances en particulier à partir de la RFA et du Japon.

En ce qui concerne les PVD on peut noter la réduction de leur demande extérieure globale après 81, tandis qu'avec l'élévation des taux d'intérêt le pourcentage du service de la dette dans leurs exportations progresse très sensiblement.

□ **Les modalités de financement.** Il s'agit, tout d'abord de la **nouvelle politique monétaire des États-Unis**. Elle doit faire face aux difficultés extrêmes du dollar de fin 1979 avec une véritable fuite devant le dollar. L'inflation aux Etats-Unis se situe au-dessus de 12 % en liaison avec l'expansion des crédits en dollars et, par contre coup, les prix pétroliers connaissent leur seconde vague de hausse. Les taux d'intérêts réels américains, sont proches de zéro. La politique du FED va limiter drastiquement les concours bancaires à l'économie. Contre la suraccumulation inflationniste accélérée, il s'agit désormais d'une politique de déflation, relevant notamment les exigences de rendement économique, pour la rentabilité financière, dans la production réelle. D'où la progression des faillites, exprimant une dévalorisation conjoncturelle brutale des capitaux.

Ensuite, on a desserré dans une certaine mesure l'étreinte sur le crédit. Mais les taux d'intérêt, restés très élevés en termes réels (du fait de la baisse de l'inflation) ont tendu à attirer des placements massifs de fonds de l'extérieur aux Etats-Unis. D'où la hausse très forte du dollar (demandé contre d'autres devises pour ces placements). On assiste à des tendances déflationnistes dans tous les pays capitalistes développés.

Il s'agit ensuite de la poursuite de la montée de l'endettement public dans tous les pays capitalistes dits industrialisés.

Un autre aspect des modalités nouvelles de financement concerne le tournant profond vers la désintermédiation bancaire — réduction des crédits qui développaient la création monétaire à partir des banques — et vers la croissance des titres placés sur les marchés au plan international, en créances accumulées de toutes sortes, entraînant l'explosion des bourses de valeurs.

Une autre dimension concerne la croissance relative considérable de l'accumulation proprement financière des entreprises dans les pays capitalistes développés relativement à leur accumulation totale.

□ **Achèvement de la phase.** Cette phase serait en train de s'achever, par hypothèse, depuis le krach boursier de l'automne 1987, tandis que s'amorcerait dès aujourd'hui le passage à une nouvelle phase.

## 2. Evolution des facteurs réels de la rentabilité économique : efficacité du capital et partage de la valeur ajoutée, chômage et sur-production, etc.

L'efficacité du capital (VA/capital fixe) base de la rentabilité économique (avec la marge de profit dans la VA) correspond dans une large mesure à la composition organique des capitaux (sous réserve des avances en capital matériel circulant, matière et énergie). A son propos, il convient de distinguer les résultats finaux apparents et les processus profonds plus ou moins cachés. Ces processus profonds exprimeraient en réalité, les cercles vicieux de la crise de structure aux plans national et international.

Ainsi les données révéleraient une dégradation généralisée dans tous les grands pays capitalistes pour 1969-79. Toutefois, à des baisses jusque vers 1974-75 s'opposent des tentatives d'amélioration après 1975 (voir les données sur le relèvement de l'efficacité de 1976 à 1979 concernant les Etats-Unis, la RFA, le Royaume-Uni et même la France). Mais il y a rechute après 79, notamment en liaison avec les difficultés des débouchés freinant les productions.

Si l'on prend l'intervalle 1979-1985, où il y aurait dégradation globale : à la dégradation apparente très forte dans tous les grands pays de 1979-82, s'opposeraient des relèvements généralisés de 1982-85 (du moins d'après certaines données de l'OCDE) très sensibles pour les Etats-Unis, la Suède, le Japon, le Canada, la RFA. Ils seraient bien plus faibles pour les autres pays, et négatifs même dans le seul cas de la France.

Ainsi, on peut arrêter la baisse ou même élever l'efficacité du capital fixe, c'est-à-dire que pour une même valeur ajoutée, il faut moins de capital. Mais comme il va y avoir aggravation de l'exploitation, insuffisance de débouchés, chômage massif, surproduction, il va y avoir baisse de la croissance de la valeur ajoutée. On va de nouveau avoir baisse de l'efficacité du capital accumulé pour une croissance prévue supérieure de valeur ajoutée. D'où de nouvelles difficultés du taux de profit et de nouveau les solutions de pression sur l'emploi, les salaires, etc.

### 3. Domaines réels de vente de produits contre créances et phases.

Je saute dans ce résumé cette question pourtant très importante. Cela concerne :

- a) Les nouvelles technologies.
- b) Les dépenses publiques avec l'opposition entre armements et dépenses de développement des hommes.
- c) Les entreprises publiques et mixtes.

## III - HYPOTHÈSES POUR UNE PROSPECTIVE : ENJEUX D'UNE NOUVELLE PHASE DE LA CRISE

### 1. Vers une nouvelle phase intermédiaire des années 1990 : nouvelles modalités des relations zonales et de financement à l'échelle du monde entier

**Au plan financier, de nouvelles formes** pourraient concerner le remplacement des créances existantes ou potentielles par des investissements directs, soit sous forme d'ententes entre sociétés multinationales, soit sous forme de coopérations ou d'associations avec des capitaux d'entreprises du pays concerné, « joint-venture », etc. Cela tenterait de réduire le rôle des créances. Mais aussi dans la mesure où la domination de la rentabilité financière ne serait en rien remise en cause, voire serait exacerbée, cela servirait à relancer au contraire sur des bases élargies la vente de marchandises contre créances accumulées, avec tous les cercles vicieux de la crise de structure.

**D'autre part, des modifications des relations** auraient lieu avec le monde entier, les PVD et aussi tous les pays socialistes. Ainsi la RFA (mais aussi les multinationales rivales, américaines ou japonaises, surtout celles déjà bien implantées en Europe Occidentale) développerait surtout ses ventes et essaierait d'accroître ses achats dans la CEE avec l'instauration du Marché dit Unique et plus seulement commun.

Ainsi que les pays de la CEE, la RFA chercherait à accroître aussi les relations commerciales dissymétriques en Afrique et avec les PVD, ainsi que vers tous les pays socialistes, surtout en Europe, y compris l'URSS. Le Japon (mais aussi les multinationales américaines et autres) développerait ses ventes et secondairement ses achats vers les NPI d'Asie de plus en plus intégrés à lui (en rivalité avec les Etats-Unis). Avec eux, il chercherait à accroître aussi un commerce favorable pour lui avec tous les pays socialistes, surtout en Asie y compris la Chine ; mais aussi en direction de tous les PVD et notamment dans la zone Asie Pacifique et l'Amérique Latine.

Les Etats-Unis essaieraient de faire avancer leur intégration avec le Canada et avec l'Amérique Latine mais aussi d'intensifier leurs relations avec tous les autres pays à partir des implantations de leurs multinationales, en tentant de se placer tout spécialement dans les deux ensembles de nouvelles relations à partir de la RFA et de la CEE ainsi que du Japon et des NPI d'Asie.

Cependant, on peut faire l'hypothèse que toutes ces tentatives de relations nouvelles, sous contrainte généralisée de rentabilité financière exacerbée dans les pays capitalistes, ne s'effectueraient pas de façon finalement équilibrante. Au contraire, elles développeraient non seulement de **nouvelles dominations** et dissymétries à partir des pays et multinationales capitalistes dominants, et aussi de nouvelles rivalités très vives contre ces dominants capitalistes eux-mêmes, mais encore le besoin de dépasser les antagonismes fondamentaux de la crise de structure.

**Une autre modalité** concerne les efforts d'intégration monétaire et financière renforcée dans le cadre de la CEE et du Système monétaire européen (SME)

Il s'agit, d'une part, de la création d'un espace financier dit sans frontières, instaurant notamment ce qu'on appelle la libération complète et inconditionnelle des mouvements de capitaux, d'abord entre huit des douze Etats de la CEE (RFA, France...)

Evidemment, pas plus pour la France que pour son ostpolitik économique nouvelle, la RFA dominée par la rentabilité financière n'agira par philanthropie. On peut supposer que, tout en cherchant à préserver le rôle autonome du deutsche mark et sa domination sur le SME, aux côtés de l'écu, les exigences économiques et politiques des prêteurs « à taux plus bas » ou « obligés », par les programmes communs et les implantations directes en France ou à l'extérieur conduiront à de nouvelles accumulations unilatérales de créances et aux maux corrélatifs.

**Une autre dimension** concerne certaines modifications des relations monétaires et financières avec le Tiers-Monde ainsi que des « pas » vers une réforme du système monétaire international incluant désormais tous les pays socialistes. ►

## 2. Nouvelles transformations des domaines réels et de leurs relations avec la sphère financière nationale et internationale

### a) Les transformations du système technologique et leurs enjeux.

Les efforts de généralisation de l'utilisation des nouvelles technologies vont poser pratiquement la question des blocages économique-sociaux.

### b) Domaines publics et relations public/privé

Nous mentionnons seulement les trois grands enjeux dans ce résumé.

Généralisation du surarmement au désarmement plus graduel et contrôlé.

Dépenses sociales et de ressources humaines, emploi et démographie : il s'agit du financement et de l'utilisation des dépenses de « protection sociale », ainsi que des dépenses de santé et d'urbanisme ou d'éducation et de recherche.

Mixtages « public/privé » et nouvelles formes de coopération aux plans régional et national, zonal et international.

## 1. Ruptures stratégiques et politiques économiques nouvelles

## 2. Nouveaux critères de gestion et interventions des salariés pour de nouvelles coopérations nationales et internationales.

## IV - PROPOSITIONS D'INTERVENTIONS DES TRAVAILLEURS POUR DES COOPÉRATIONS ET DES CONSTRUCTIONS NOUVELLES, AVEC DE NOUVEAUX CRITÈRES, AU PLAN NATIONAL ET INTERNATIONAL

(Ce premier point est seulement mentionné ici).

### ■ *Rappels des nouveaux critères d'efficacité sociale.*

Ces nouveaux critères peuvent coexister avec les critères de rentabilité capitaliste, tout en les faisant reculer dans une construction mixte évolutive. Ils concernent l'opposition à la rentabilité économique de base et à la rentabilité financière disponible, de l'efficacité « Valeur ajoutée/capital matériel et financier » et de la recherche corrélative de la croissance de la valeur ajoutée disponible (VAD) pour les travailleurs et les populations, en utilisant de façon prédominante les mesures de valeur ajoutée réelle en prix constants.

Les coopérations entre entreprises et les interventions des collectivités publiques, notamment pour l'emploi efficace, peuvent être stimulées par la recherche de la contribution à la croissance de la VAD potentielle en volume relativement à la population totale locale, régionale, nationale et non de la seule population employée dans l'entreprise.

### ■ *Produits contre créances, emplois contre emplois, coproductions et emplois.*

Les coopérations nouvelles entre entreprises et entre entreprises et activités peuvent d'abord chercher à opposer à l'échange « produits contre créances » de la longue phase de difficultés actuelle, des échanges « emplois contre emploi ». Mais il ne s'agit pas seulement de revenir à la situation dite « normale » de la longue phase antérieure où les échanges de « produits contre produits » (sans les fuites massives de l'accumulation financière) permettraient une croissance de la production et de l'emploi beaucoup plus importante et soutenue.

En effet, il s'agirait aussi aujourd'hui de coopérations pour des co-productions (de produits et de services) visant à développer l'emploi efficace des deux côtés en commun avec des débouchés réciproques possibles, la recherche d'efficacité et des financements organisés en partie en commun, et aussi des débouchés communs, dans une articulation avec d'autres échanges et coopérations centrées sur l'emploi qualifié.

Il s'agit aussi de solidariser dépenses de recherche et de formation, dépenses de formation et emploi dans les coopérations interentreprises et interactivités.

### ■ *Circulation nouvelle de l'information*

Il ne s'agit plus ici de l'échange emploi contre emploi, ni même d'éléments de produits dans des productions. A la différence d'un produit matériel, quand je livre une information, comme je le fais en ce moment, je ne la perd pas. Mieux je peux l'enrichir par les ajouts de celui qui la reçoit. C'est une tout autre économie que l'échange marchand capitaliste.

Pour conserver mon information, je n'ai pas à la reproduire entièrement, comme pour un produit livré que je peux reproduire. Dans ces conditions, le coût de l'information, à l'opposé des produits matériels n'est pas multiplié par le nombre de ceux qui la reçoivent, sous réserve des frais beaucoup plus faibles de transmission. Ainsi, si l'information va circuler et bénéficier à N coopérateurs, son coût pour chacun sera divisé par N. Cela s'oppose aux exigences de monopolisation de l'information pour les surprofits de domination de la rentabilité capitaliste. Bien sûr, l'information peut d'autant mieux circuler dans une population plus vaste, que celle-ci a la capacité de s'en saisir utilement, ce qui renvoie encore à la VAD pour développer les travailleurs.

(Ce troisième point est seulement mentionné dans ce résumé. Voir Economie et Politique - Avril 1988)

## 3. Réforme du système monétaire et financier aux plans national et international.